

# OPPOSONS-NOUS À LA CRIMINALISATION DE LA VIE POLITIQUE AU QUÉBEC!

**Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), 15 mai 2012**



Les étudiants du Cégep Lionel Groulx (à droite) et du Cégep Rosemont (à gauche) devant l'anti-émeute les 15 et 14 mai.

Face à son échec à imposer son diktat aux étudiants, le gouvernement du Québec criminalise toujours plus la vie politique au Québec d'une façon qui constitue un grand danger non seulement pour le Québec mais pour tout le pays.

C'est sur Jean Charest, son gouvernement et toute la classe dirigeante et ses médias qu'on doit jeter le blâme pour l'échec des institutions démocratiques à se gagner le respect des étudiants. Ces institutions existent pour payer les riches et utiliser l'appareil d'État à cette fin. C'est leur programme visant à usurper toutes les richesses de la société pour que les riches fassent des coups de fortune qui est derrière la hausse des frais de scolarité et les étudiants l'ont d'ailleurs bien mis en lumière.

Les étudiants ont appelé à une discussion sensée pour en arriver à une gestion différente des universités. Ils ont expliqué que l'enquête qu'ils mènent ne révèle pas un problème de sous-financement des Cégeps et des universités mais bien une mauvaise gestion des fonds qui leur sont destinés. Cette mauvaise gestion vient du fait que les personnes en charge servent des intérêts privés plutôt que l'intérêt public. L'intérêt public commande que le droit à l'éducation soit garanti ce qui permet à la société de s'épanouir pour le bien de tous.

Plutôt que de considérer des points de vue opposés d'une manière politique responsable, l'État du Québec criminalise le droit des étudiants à leur

conscience et organise des assauts violents contre ceux qui mettent de l'avant leurs revendications. Le gouvernement menace maintenant d'accroître la violence contre les étudiants. En plus de l'intensification des assauts policiers contre les étudiants, les rumeurs de nouvelles mesures draconiennes augmentent les tensions. Cette criminalisation de la vie politique au Québec va à l'encontre des intérêts de tout le corps politique.

En dépit des accusations de corruption flagrante, le gouvernement Charest continue de remettre à des intérêts privés la richesse produite par la classe ouvrière et le peuple. C'est honteux de voir les cercles officiels du pays réclamer en chœur que les pouvoirs policiers soient utilisés contre les étudiants. Les partis politiques de l'establishment participent dans cette activité honteuse, certains en appelant à une escalade des attaques contre les étudiants et d'autres en cherchant à sauver leur peau de peur d'être associés aux étudiants.

Ce n'est pas le moment d'être centriste. Ce n'est pas le temps de prétendre être avec les étudiants et leur droit à l'éducation tout en divisant les étudiants entre les bons et les mauvais. Le temps n'est pas aux discours sur la nécessité de soutenir les institutions démocratiques contre des étudiants supposément hors-la-loi. Parlant de l'accusation selon laquelle la demande des étudiants est extrémiste, une étudiante a dit : la revendication d'un changement profond dans

la direction de la politique à l'éducation est une prise de position politique, pas un désir de voir un bain de sang. Pourquoi le gouvernement répond-il en faisant verser le sang puis en déclarant que les étudiants sont extrémistes ?

Le PCC(M-L) lance l'appel aux forces politiques et sociales démocratiques du pays à condamner ceux qui sont responsables de l'escalade de la crise au Québec. Les étudiants se battent avec conviction et sincérité mais on les reçoit avec des balles de caoutchouc, des gaz lacrymogènes, des matraques, des arrestations, des raclées et la criminalisation. Ils sont même menacés d'amendes s'ils refusent de retourner en classe. Comment peut-on justifier de telles choses peu importe les grands idéaux qu'on prétend avoir ?

Le gouvernement Charest est responsable de la création de ce climat d'anarchie et de violence à cause de sa tentative illégitime d'augmenter les frais de scolarité au bénéfice des banques et des intérêts privés qui utilisent la main-d'oeuvre qualifiée sans payer la société pour son éducation. Le gouvernement veut que les étudiants et leurs parents paient des taux d'intérêts exorbitants pour garantir les profits extravagants des banques. L'augmentation proposée des frais de scolarité n'a rien à voir avec le sous-financement des universités ou avec l'amélioration de leur position concurrentielle ou avec le besoin de mettre les étudiants du Québec sur un pied d'égalité avec les autres étudiants à l'échelle du Canada. L'augmentation des frais de scolarité sert à payer les riches et à perpétuer un système de privilège de classe au Québec et dans tout le pays.

Le PCC(M-L) rejette aussi la suggestion à l'effet que ceux qui bénéficient de la corruption gouvernementale et des manoeuvres pour payer les riches décident que les pouvoirs policiers doivent être utilisés contre les étudiants. Cela ne doit pas passer !

L'utilisation des pouvoirs policiers pour criminaliser la vie politique au Québec sert les intérêts monopolistes étroits. On ne doit pas permettre aux



médias, aux partis politiques et aux parlements qui servent ces intérêts privés de discuter de la crise de légitimité des institutions démocratiques afin de blâmer les étudiants pour les failles de ces institutions. La criminalisation de la politique de la part des cercles dirigeants est tout à fait intéressée et irresponsable ; leur discours dogmatique ne fait qu'abaisser encore plus le niveau de la vie politique. C'est inacceptable de rejeter ceux qui pensent différemment en mobilisant contre eux

toujours plus de pouvoirs policiers. Le peuple ne peut pas accepter d'être mis à l'écart, incapable de prendre en mains d'avoir son mot à dire sur les problèmes auxquels il fait face. Il exige que son pouvoir de décider et son droit soient au centre de tous les aspects de la vie dans notre société moderne.

Le gouvernement Charest ira en élection bientôt dans une situation où l'opposition officielle ne semble pas non plus capable de prendre une position politique qui sert l'intérêt du corps politique. L'utilisation accrue des pouvoirs policiers, la criminalisation de la vie politique et la campagne grossière des médias pour tenter de créer de la sympathie pour Jean Charest sont un effort pour détourner l'attention du peuple ici et à l'étranger des véritables questions auxquelles les peuples et la société font face. Font partie de cet effort l'utilisation outrageante de l'État et de ses institutions pour payer les riches et dépolitiser les demandes et les besoins du peuple.

Le PCC(M-L) appelle toutes les forces démocratiques à s'opposer fermement à la criminalisation de la vie politique du Québec et du Canada par les dictatures de Charest et de Harper. Dénonçons avec mépris la tentative du gouvernement et des médias de criminaliser la vie politique et de détourner le peuple des problèmes auxquels il fait face. Appuyons fermement les étudiants du Québec et exigeons du gouvernement Charest qu'il gèle les frais de scolarité et ne fasse pas reculer la mission de l'histoire qui donnera une garantie légale au droit à l'éducation.

#### **POUR INFORMATION:**

**Tél: (514) 522-1373 • Courriel: [bureau@pcml.ca](mailto:bureau@pcml.ca) • Site web: [www.pcml.ca](http://www.pcml.ca)**